

Copies des 2 ières pages :
F Audoin
Serré



ÉCOLE NATIONALE
DES SCIENCES
GÉOGRAPHIQUES

LE DIRECTEUR

→ J. DENEGRÉ
D'accord
3-12
copie F.K. SCHWARTZ
F

n°62.524/ENSG/JD

Monsieur le Directeur général -

Saint-Mandé, le 29 novembre 1996

Objet : Organisation de la gestion commune de l'immeuble ENPC-ENSG de Marne-la-Vallée

Réf. : Convention IGN-ENPC définissant les contributions et responsabilités respectives des deux organismes dans le cadre de la gestion commune (ex-GIP)

L'abandon de la structure d'un GIP, par suite du refus du ministre du Budget (dont les services avaient pourtant préconisé cette structure pour gérer en commun l'immeuble de Marne-la-Vallée), pour gérer l'immeuble commun de Marne-la-Vallée, conduit à rechercher une autre solution, plus simple sur le plan administratif.

Lors de la dernière réunion du comité provisoire de gestion commune IGN-ENPC (27 novembre 1996), il a été admis qu'on renoncerait à une entité ayant la personnalité juridique, distincte des deux organismes, et que l'on s'inspirerait largement des *dispositions provisoires* en vigueur actuellement, telles qu'elles sont prévues à l'article 10 de la convention IGN-ENPC, signée le 8 mars dernier et qui prévoyait les modalités applicables en l'attente de la création du GIP. Rappelons que ces dispositions comportent à la fois :

- la constitution d'un Comité de gestion paritaire (art. 10.1),
- la nomination d'un responsable exécutif rendant compte de son action au comité de gestion (art. 10.2),
- la signature des contrats et marchés par l'ENPC après agrément du comité de gestion (art. 10.3),
- les règles de répartition des charges d'exploitation, suivant les catégories de dépenses (voir annexe technique et financière à la convention).

Lors de la réunion du 27 novembre, il a été également décidé que les Secrétaires généraux des deux établissements établiraient un projet de nouvelle convention de gestion, destinée à remplacer, de façon pérenne, les dispositions provisoires actuelles.

Si l'on s'oriente effectivement vers une formule s'inspirant des dispositions provisoires actuelles, il paraît inévitable que le responsable exécutif soit placé (mis à disposition) auprès de l'ENPC, à laquelle sera confiée la gestion courante de l'immeuble¹. Il importe, bien sûr, de préserver les intérêts de l'IGN et d'éviter des décisions arbitraires de l'ENPC (cf. ma note du 24 juillet 1996 sur les répartitions de dépenses), qui pourrait avoir tendance à décider toute seule, dans la mesure où elle supportera en moyenne les 2/3 (voire davantage) des dépenses. Pour y parvenir, il me semble que les principes suivants (énoncés en première approximation) devraient être respectés (et explicités lors de la négociation de la convention) :

1. le Comité de gestion paritaire sera seul habilité à décider des dispositions de gestion

¹ l'alternative consistant à confier cette gestion courante à l'IGN paraît impraticable pour deux arguments au moins : manque de moyens de gestion sur place, majorité des dépenses supportée par l'ENPC.

commune et des dépenses et contrats correspondants, et à arbitrer en cas de conflit (sauf à demander l'arbitrage des deux directeurs de l'IGN et de l'ENPC en cas de désaccord persistant).

2. le responsable exécutif rendra compte systématiquement de ses activités au Comité de gestion paritaire.
3. le responsable exécutif et son équipe formeront une unité autonome au sein de l'ENPC, rattachée au directeur lui-même et non au Secrétaire général de celle-ci (notamment en termes d'affichage au sein de l'ENPC : il ne s'agit pas d'un service interne à celle-ci !), et ayant délégation de pouvoir pour mettre en oeuvre les décisions du Comité de gestion paritaire IGN-ENPC.
4. le responsable exécutif sera, soit systématiquement un agent de l'IGN mis à disposition de l'ENPC, soit en alternance un agent IGN ou un agent ENPC (c'est, par exemple, la formule mise en oeuvre pour l'administrateur du GDTA).
5. le responsable exécutif aura comme correspondants officiels, pour le fonctionnement courant, au sein des deux écoles, les secrétaires généraux de celles-ci.

Je me suis entretenu de ces divers points (notamment du point 3) avec P. Sardin, directeur adjoint de l'ENPC, dès le 27 novembre, et il est apparu que nous étions tout à fait d'accord sur les principes de base. Il s'agit en somme de garder l'esprit du GIP sans en avoir la forme juridique. J'ajoute que l'ENPC semble tenir beaucoup au maintien de la nomination de J. Audoin comme responsable exécutif, car il a su faire ses preuves comme organisateur et gestionnaire des appels d'offres et marchés en cours de signature, ainsi que comme "interface" avec le maître d'ouvrage (DDE 77) et gagner la confiance unanime des acteurs en présence.

Je suis prêt à participer à la négociation de la convention, sur la base de ces principes, si vous en confirmez le bien-fondé, de même que le Secrétaire général de l'IGN.



Jean Denègre

copie : J. Moschetti
F.X. Schweitzer
F. Brun
A
S

CONVENTION Copie certifiée conforme
à l'original
Le Secrétaire Général


Jean BRIANCEAU

ENTRE :

L'Institut géographique national, établissement public de l'Etat à caractère administratif, régi par le décret n° 81-505 du 12 mai 1981 modifié et désigné par le sigle "IGN" dans la présente convention,

d'une part,

ET :

L'Ecole nationale des Ponts et Chaussées, établissement public de l'Etat à caractère scientifique, culturel et professionnel, régi par le décret n° 93-1289 du 8 décembre 1993 et désigné par le sigle "ENPC" dans la présente convention,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

L'Institut géographique national et l'Ecole nationale des Ponts et Chaussées ont décidé de constituer entre eux un groupement d'intérêt public (GIP) ayant pour objet la gestion des bâtiments et équipements dont ils disposeront en commun à Champs-sur-Marne (Cité Descartes) à partir de janvier 1996.

La présente convention a pour objet de définir :

- les missions du GIP
- les contributions et les responsabilités respectives des parties dans le cadre de la constitution et du fonctionnement du GIP

Article 2 - Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature par les deux parties, pour toute la durée du groupement d'intérêt public, dont la convention constitutive sera annexée à la présente convention pour en faire partie intégrante.

Article 3 - Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant, signé par les deux parties.

Article 4 - Missions du GIP

Les parties conviennent que le GIP constitué au titre de l'article 1^{er} de la présente convention a pour mission d'assurer, pour le compte des parties signataires, la maîtrise d'ouvrage déléguée de la gestion des installations techniques communes et de l'ensemble des bâtiments dont elles disposent à Marne-La-Vallée. Cette gestion commune s'applique à la maintenance, au nettoyage, à l'accueil et à la sécurité, à la fourniture d'énergies et fluides, aux assurances selon les spécificités et modalités figurant à l'annexe technique et financière à la présente convention.

Les parties peuvent confier au GIP la maîtrise d'ouvrage déléguée de toutes prestations d'intérêt commun, notamment dans le domaine des équipements et des moyens à mettre en oeuvre pour le fonctionnement des services à caractère social et médical.

Le GIP peut également intervenir pour le compte de l'une ou l'autre des parties dans les conditions prévues à l'article 6 de la présente convention.

Article 5 - Contributions respectives des parties à la constitution et au fonctionnement du GIP

Les parties s'engagent à contribuer à la constitution et au fonctionnement du GIP selon les modalités et la répartition suivantes :

5.1. Contribution des parties aux charges de structure du GIP

Les contributions des parties aux charges de structure du GIP s'effectueront selon les bases de répartition fixées par la convention constitutive du groupement.

Les contributions respectives des parties aux charges visées en 5.2., 5.3., 5.4., 5.5., ci-après, seront :

- soit valorisées lors de la constitution du GIP pour intégration dans les contributions aux charges de structure visées au présent article 5.1.,
- soit facturées au GIP par les parties pour entrer dans les charges fixes d'exploitation visées en 6.1.

5.2. Mise à disposition de personnels

L'Institut géographique national et l'Ecole nationale des Ponts et Chaussées, dans la mesure de leurs moyens et dans le cadre de conventions signées avec le GIP, mettront des personnels à la disposition de ce dernier.

Les personnels mis à disposition du GIP par les parties conservent leur statut d'origine. Ils continuent d'être rémunérés par leur organisme d'origine.

Ils restent sous la responsabilité de la partie dont ils relèvent qui prend en charge leur couverture sociale et la garantie des risques professionnels sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers.

Ils sont placés sous l'autorité fonctionnelle du directeur du GIP.

5.3. Mise à disposition de locaux

Des locaux sont mis à disposition du GIP par les parties, pour les besoins de son fonctionnement, selon les modalités définies par l'annexe technique et financière.

5.4. Mise à disposition d'équipement et de matériels

Les équipements et matériels nécessaires au fonctionnement du GIP sont mis à sa disposition par les parties dans les conditions prévues par l'annexe technique et financière.

Les équipements et les matériels mis à disposition du GIP par l'une des parties restent la propriété de cette dernière.

5.5. Autres contributions

Les parties conviennent d'apporter au GIP toute autre contribution qui serait nécessaire à son fonctionnement, dans les conditions prévues à l'annexe technique et financière.

Article 6 – Contributions des parties aux charges annuelles d'exploitation du GIP

Ces charges sont inscrites au budget du GIP comme relevant des dépenses relatives à l'exécution des prestations afférentes à la maîtrise d'ouvrage déléguée confiée au GIP au titre de l'article 4 de la présente convention.

Les parties conviennent de la répartition entre elles des charges d'exploitation du GIP selon les modalités définies à l'annexe technique et financière.

6.1. Règlement des charges fixes communes

Le directeur du GIP, après adoption par le conseil d'administration du budget prévisionnel de l'année, émet auprès de chacune des parties, au début de chaque semestre de chaque exercice, une demande d'acompte relative à la couverture des charges fixes de la période. La régularisation du solde intervient dès l'arrêté des comptes de l'exercice.

6.2. Règlement des charges exceptionnelles communes

Sont qualifiées de charges exceptionnelles les charges non prévues au budget ; elles donneront lieu, après examen et approbation des devis correspondants par le conseil d'administration du GIP, à une demande d'acompte exceptionnel adressée aux parties par le directeur du groupement, calculé en fonction des modalités de répartition définies à l'annexe technique et financière. La régularisation du solde interviendra sur présentation des pièces justificatives de liquidation de la dépense.

Si une des parties ne peut se libérer par voie d'acomptes, le GIP procédera à son encontre à l'émission de factures établies au vu des pièces justificatives de dépenses.

Article 7 – Prestations réalisées par le GIP pour le compte de l'une des parties

Chacune des parties pourra confier au GIP la maîtrise d'ouvrage déléguée d'opérations liées à la gestion technique et logistique des locaux et des équipements qu'elle occupe ou qui lui appartiennent en propre dans l'immeuble visé à l'article 1^{er} de la présente convention.

Le GIP accomplira ces prestations sur commande ponctuelle de la partie concernée et les lui facturera à un prix incluant un montant forfaitaire représentatif des frais de gestion.

Article 8 – Responsabilité

Les dommages de toute nature causés du fait de l'exécution de la présente convention aux personnels, équipements et matériels mis à la disposition du GIP par les parties

restent à la charge respective de chacune d'elles qui renonce à tout recours contre l'autre, même si la responsabilité en incombe à cette dernière.

En ce qui concerne les personnels, ces stipulations sont limitées aux rapports entre les parties et ne portent pas atteinte, en particulier, aux droits et actions dont pourraient se prévaloir les victimes et les organismes de sécurité sociale.

Sauf le cas de faute lourde imputable à l'une des parties, les conséquences financières de tout dommage matériel ou corporel causés à des tiers dans le cadre de l'exécution de la présente convention, et qui ne serait pas couvert par la police d'assurance contractée par le GIP, seront pris en charge par les parties selon la répartition définie à l'annexe technique et financière.

Article 9 - Litiges

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable les litiges qui pourraient survenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

Elles se soumettront, en cas de désaccord persistant, à l'arbitrage du ministre chargé de l'équipement, saisi par la plus diligente d'entre elles.

Article 10 - Dispositions transitoires

Les dispositions du présent article ont pour objet de définir les modalités de réception, de gestion logistique, de sécurité et de maintenance de l'immeuble désigné à l'article 1^{er} de la présente convention jusqu'à la date effective de constitution du GIP.

10.1. Comité de gestion

Les parties conviennent de mettre en place un comité de gestion aux fins d'assurer le pilotage et le contrôle de la gestion logistique de l'immeuble durant la période transitoire.

Ce comité est composé de :

- deux représentants de l'IGN
- deux représentants de l'ENPC

Il se réunit, autant que de besoin et à l'initiative de l'une des parties ou du responsable exécutif visé en 10.2. et approuve, sur proposition de ce dernier :

- toute mesure à mettre en oeuvre pour la gestion logistique, la sécurité et la maintenance de l'immeuble
- les moyens en personnels, équipements et matériels nécessaires au fonctionnement de l'immeuble
- les contrats et les marchés à conclure avec des fournisseurs dans le cadre de la gestion de l'immeuble durant la période transitoire

10.2. Responsable exécutif

Durant la période transitoire, les parties conviennent de confier à un responsable exécutif la préparation et la mise en oeuvre des décisions relevant de la maîtrise d'ouvrage de l'immeuble.

Le responsable exécutif est désigné d'un commun accord entre les parties parmi le personnel de l'une d'elles.

Il est l'interlocuteur mandaté par les parties vis-à-vis des tiers.

Il prépare les contrats et marchés à conclure avec des fournisseurs durant la période transitoire et les soumet à l'agrément du comité de gestion.

Il rend compte régulièrement de son action au comité de gestion.

10.3. Signature des contrats et des marchés durant la période transitoire

Les contrats et marchés passés avec les fournisseurs sont signés par l'ENPC, après agrément du comité de gestion.

10.4. Modalités financières et comptables

La gestion comptable des opérations de gestion et de fonctionnement de l'immeuble durant la période transitoire est assurée par l'ENPC sur un compte analytique séparé.

La répartition des charges afférentes à ces opérations se fait conformément aux dispositions de l'annexe technique et financière.

L'ENPC procédera au règlement des factures émises par les fournisseurs et prestataires.

La partie débitrice règle à l'autre, sur présentation d'une facture ou d'un relevé de factures, sa quote-part des dépenses engagées au titre de ces opérations, par virement au compte ouvert au nom de l'agent comptable de l'ENPC selon les dispositions réglementaires applicables aux dépenses publiques.

10.5. Durée de la période transitoire

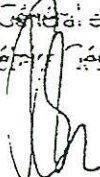
La période transitoire prend fin à la date effective de constitution du GIP, déterminée par la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'approbation de sa convention constitutive.

10.6. Transfert des opérations et des contrats en cours au GIP

Dès la date de constitution effective du GIP, toutes les opérations et contrats en cours seront transférés à ce dernier. Les contrats signés au titre de la période transitoire comporteront une clause prévoyant ce transfert.

Fait à Paris, le - 8 MARS 1996
en deux exemplaires

Le directeur général
de l'Institut géographique national
~~Pour le Directeur Général et par délégué~~
Le Secrétaire Général



Bernard HACHOUBA 17 MARS 1996

N° 133/96

Visa du contrôleur financier près l'IGN :



Anne CAROFF

Le directeur de
l'Ecole nationale des Ponts et Chaussées,

